

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/C/W/216

28 juin 2000

(00-2648)

Conseil du commerce des marchandises

Original: espagnol

RÉPONSES DU GOUVERNEMENT COLOMBIEN AUX QUESTIONS DU GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS (G/C/W/180) CONCERNANT LA DEMANDE DE PROROGATION PRÉSENTÉE PAR LE GOUVERNEMENT COLOMBIEN (G/C/W/169 ET ADD.1) CONFORMÉMENT À L'ACCORD SUR LES MIC

La délégation permanente de la Colombie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 20 juin 2000.

Mesures

1. Veuillez décrire en détail les mesures qui font l'objet de la demande du gouvernement colombien. Par exemple:

a) Pour chaque produit, quel volume de produits locaux faut-il avoir acquis pour obtenir la permission d'importer (quelle quantité de produits d'origine nationale faut-il acheter, pour chaque marchandise, avant que l'importation ne soit autorisée)?

Un coefficient définissant le rapport entre les quantités physiques importées et la production nationale est établi. Ce coefficient résulte de l'évaluation des volumes des achats internes et externes, d'une estimation des quantités consommées et produites et de l'évolution de ces paramètres tout au long de l'année.

b) L'acquisition de produits est-elle obligatoire ou l'octroi d'un avantage lui est-il subordonné?

L'acquisition de produits locaux est obligatoire et a pour but d'obtenir un avantage; ainsi:

- Elle est obligatoire et exigible en vertu des mesures juridiques internes d'application générale.
- Il est nécessaire de remplir les conditions attachées aux MIC pour obtenir l'autorisation d'importer.

c) Si un avantage est octroyé, veuillez le décrire.

L'avantage obtenu en achetant des produits locaux est le droit d'importer des produits agricoles dans une mesure proportionnelle à la participation de l'importateur à l'achat de la production nationale.

d) **Veillez décrire la "politique agricole" actuelle, en fonction de laquelle, d'après votre notification (G/TRIMS/N/1/COL/2), sont choisis les produits relevant du programme.**

La "politique agricole" en fonction de laquelle sont choisis les produits relevant du programme est exposée dans le plan de développement "**Changements pour construire la paix**" et consiste à créer les conditions pour que la société investisse à la campagne, dans des projets productifs générateurs de richesse et d'emplois, en tenant compte des avantages comparatifs obtenus grâce à des technologies adéquates et conformément au principe de la durabilité des ressources productives. Cela suppose des instruments clairement définis qui encouragent les initiatives commerciales.

À cet égard les filières de production intégrées constitueront le modèle pour les nouveaux projets, un modèle fondé sur un contexte macro-économique favorable - à savoir un taux de change concurrentiel, couplé à des conditions de paix et de sécurité pour la reconstruction de la société rurale - dans lequel l'État facilite les alliances entre les divers secteurs en se conformant toujours aux directives de l'Organisation mondiale du commerce.

Il en va de l'intérêt de l'État de promouvoir et de protéger la production nationale sans préjudice de l'intégration dans le marché international. C'est pourquoi il est nécessaire de disposer d'instruments qui, en tenant compte de l'absorption des cultures nationales, équilibrent les conditions de concurrence.

Dans des conditions d'égalité des prix, il existe une nette préférence pour le produit importé étant donné qu'ils font souvent l'objet de facilités de financement qui induisent des coûts de transaction moindres, créant ainsi un déséquilibre préjudiciable à la production nationale. En outre, la structure de production agro-industrielle existante, de par son caractère oligosonique, met les producteurs nationaux dans une situation de désavantage concurrentiel.

C'est pourquoi, bien que des inégalités subsistent entre les secteurs et que des progrès soient faits en vue de moderniser les systèmes de commercialisation de ces derniers pour les rendre plus efficaces, l'essentiel des ressources seront adaptées pour encourager et privilégier les initiatives agricoles reposant sur des contrats, ainsi que les alliances stratégiques dans le cadre de projets de production concurrentiels. À cette fin, il est nécessaire d'opérer des changements afin de doter ces secteurs de moyens garantissant leur compétitivité en tenant compte d'aspects tels que l'organisation institutionnelle, le financement et l'octroi d'un délai suffisant pour permettre la reconversion des cultures qui ne sont pas viables d'un point de vue économique.

Afin d'englober les produits dans la politique d'absorption, le Conseil national de la politique économique et sociale (CONPES) et le Conseil supérieur du commerce extérieur (CSCE) - organes collégiaux présidés par le Président de la République, composés des ministres et des directeurs administratifs du domaine économique et régis par la Loi sur le plan de développement - examinent les difficultés liées à la commercialisation de produits particuliers, la part de ces produits dans la production sectorielle et la création d'emploi, ainsi que leur capacité à surmonter leur manque de compétitivité ou, à défaut, leur reconversion.

e) **Quels sont les types de produits visés (tous? certains produits mais pas d'autres? etc.)?**

Les produits visés sont les produits agricoles des filières de production qui se heurtent à des difficultés pour commercialiser les produits d'origine locale.

f) Quels sont les types de produits importés visés par le programme?

Le programme recouvre les filières de production de céréales, de graines oléagineuses, d'huiles végétales, y compris les matières premières utilisées dans la production et les produits intermédiaires et finaux qu'elles permettent d'obtenir.

g) Quelles sont les entités tenues d'appliquer les mesures incompatibles avec l'Accord sur les MIC? Seulement les entreprises de transformation de produits agricoles, ou d'autres entités également?

L'obligation d'attester l'absorption de la production nationale s'applique à toute personne physique ou morale - ressortissant ou étranger - qui entend importer des produits visés par cette obligation, quelle que soit son activité économique.

h) Certaines entités (détenues par des intérêts locaux ou étrangers) sont-elles exemptées?

Aucune entité détenue par des intérêts locaux ou étrangers n'est exemptée de l'obligation d'absorber la production nationale pour pouvoir accéder aux importations.

i) Quels sont les producteurs nationaux ou étrangers visés par ces mesures?

Les producteurs nationaux ou étrangers visés par ces mesures sont les transformateurs des produits agricoles dont les importations sont assujetties à la prescription relative à l'absorption de la production nationale.

j) Décrivez ce qu'autorise la licence d'importation. Concerne-t-elle tous les produits agricoles importés en Colombie? Porte-t-elle sur certains produits précis et/ou certaines quantités de produits agricoles? Une licence peut-elle être obtenue par d'autres moyens que l'achat de produits locaux?

La licence d'importation autorise l'entrée sur le territoire douanier national d'un volume donné de produits agricoles. Le document contient une description du produit conformément à la nomenclature du Système harmonisé et indique le volume d'importation souhaité. La licence est valide pour une opération d'importation du produit décrit dans ledit document, qui peut être effectuée en une ou plusieurs expéditions à hauteur du volume indiqué. Une licence d'importation est exigée pour toutes les importations de produits agricoles qui entrent en Colombie et, s'agissant des produits assujettis à la prescription relative à l'absorption, seule la preuve de l'absorption de la production nationale accorde le droit d'importer.

k) Les importations assujetties aux engagements en matière de contingents tarifaires pris par la Colombie dans le cadre de l'OMC sont-elles traitées différemment des importations qui n'y sont pas soumises?

En général, toutes les importations de produits agricoles sont traitées de la même manière, en fonction des conditions internes de commercialisation et de la capacité du secteur de production correspondant de créer des emplois, de s'adapter pour soutenir la concurrence des importations ou de se reconverter. En conséquence, les importations assujetties aux engagements en matière de contingents tarifaires pris dans le cadre de l'OMC ne sont pas traitées différemment de celles qui ne font pas l'objet de tels engagements. Toutefois, les engagements en matière d'accès contractés par le pays dans le cadre de l'OMC sont pris en compte pour fixer les coefficients d'importation/d'exportation mentionnés à l'alinéa a), afin de garantir les conditions d'accès nécessaires pour l'entrée sur le territoire douanier des contingents d'accès minimal et courant convenus dans le cadre de l'OMC.

2. Quelle a été l'évolution des mesures?

a) Veuillez décrire la politique agricole en vigueur le 1^{er} janvier 1995. Des modifications lui ont-elles été apportées depuis? Lesquelles?

La politique agricole appliquée depuis janvier 1995 n'a fait l'objet d'aucune modification majeure à ce jour. Il s'agit d'une politique de transition située entre le modèle de substitution des importations et la libéralisation totale du commerce, qui vise à créer les conditions nécessaires pour permettre à la production nationale de s'adapter au nouvel environnement économique et qui utilise des mécanismes autorisés dans le cadre de l'Accord sur l'agriculture et dans les engagements pris par la Colombie dans le cadre de l'OMC, l'objectif étant de promouvoir les conditions permettant de développer une agriculture rentable et concurrentielle, surmonter la stagnation relative de certains sous-secteurs et faire face aux répercussions actuelles et futures de la réorganisation et de la restructuration de la production sur l'environnement.

L'intervention directe de l'État dans la commercialisation des produits agricoles a pris fin en 1991, avec la suppression du monopole des importations de ces produits dont jouissait l'Office colombien de commercialisation des produits agricoles (IDEMA) dont le rôle d'acheteur en dernier ressort de produits agricoles a pris fin définitivement en 1997, année de sa fermeture.

Étant donné que l'intervention du gouvernement sur le marché des produits agricoles a empêché l'établissement de relations de marchés directes entre les producteurs et les transformateurs de produits agricoles, l'État a dû intervenir afin de promouvoir la création de marchés de produits agricoles reposant sur des critères tels que la qualité, les débouchés et les prix, ce qui a requis l'élaboration et la mise en œuvre, par la filière de production, d'une politique de concurrence dont l'application est plus soutenue depuis 1998.

La politique de concurrence vise à établir et à consolider la concurrence avec les produits étrangers sur les marchés local et international. Dans la mesure où ce processus sous-tend la réaffectation des ressources entre les diverses activités de production, l'assimilation de nouvelles technologies et pratiques de production et de commercialisation et, parfois, la relocalisation de la production, demandent du temps et supposent un accord entre les acteurs des filières de production eu égard aux stratégies et aux engagements requis.

b) De nouvelles mesures ont-elles été prises en vue d'accroître la quantité ou le pourcentage de produits locaux à acheter pour obtenir une licence d'importation?

Les modifications intervenues ces dernières années concernaient la réglementation et avaient pour objectif de rendre plus transparente l'application de la prescription relative à l'absorption. C'est pourquoi ni la quantité ni le pourcentage de produits nationaux qu'il convient d'acheter pour obtenir la licence d'importation n'a augmenté.

c) Le nombre de produits susceptibles d'être utilisés pour satisfaire à la politique d'absorption de la production nationale a-t-il augmenté ou diminué depuis 1995?

Le nombre de produits susceptibles d'être utilisés pour satisfaire à la politique d'absorption de la production nationale est resté inchangé depuis 1995.

3. L'organisme de mise en œuvre indiqué dans la notification de la Colombie concernant les MIC est le Ministère de l'agriculture et du développement rural. Est-ce toujours le cas?

Le Ministère de l'agriculture et du développement rural continue de mettre en œuvre la politique d'absorption de la production nationale.

a) Quelles sont les responsabilités générales de ce Ministère?

Le Ministère de l'agriculture et du développement rural est chargé d'élaborer, de coordonner et d'adopter les politiques, plans, programmes et projets concernant le secteur agricole, de la pêche et du développement rural, ainsi qu'il est prévu à l'article 2 du Décret n° 2478 de 1999¹, conformément aux articles 58 et 59 de la Loi n° 489 de 1999²; à cette fin, il doit élaborer les projets de lois, plans ou programmes d'investissement et coordonner leur mise en œuvre avec les autres organes nationaux et territoriaux.

b) Quelles sont ses responsabilités pour ce qui concerne les MIC et le secteur agricole?

Les responsabilités du Ministère de l'agriculture et du développement rural pour ce qui concerne les MIC résultent du mandat prévu au paragraphe 1 de l'article 3 du Décret n° 2478 de 1999, à savoir garantir la mise en œuvre effective des dispositions des articles 64 à 66 de la Constitution politique.

D'autres paragraphes de cet article orientent le Ministère en ce qui concerne les garanties que l'État doit accorder pour la production et la commercialisation des produits agricoles: le paragraphe 11 le charge d'*élaborer, [d']ajuster et [de] promouvoir des mesures, incitations et motivations pour (...) stimuler la production et la commercialisation interne et externe dans ses domaines de compétences, (...)*". Le paragraphe 13 lui confère expressément le pouvoir de *"réglementer les marchés internes des produits agricoles et de la pêche, d'élaborer la politique de fixation des prix de ces produits et de leurs intrants lorsqu'il est estimé que les marchés ne fonctionnent pas correctement et de proposer aux organismes compétents l'adoption de mesures ou d'actions visant à corriger les distorsions existantes, dans les conditions de concurrence interne sur les marchés desdits produits"* et, enfin, le paragraphe 14 charge le Ministère d'*"élaborer et [d']adopter la politique sectorielle en vue de protéger la production nationale, de concert avec le Ministère du commerce extérieur"*.

c) Y a-t-il d'autres services du gouvernement colombien ou d'autres entités ou personnes chargés de la mise en œuvre ou du suivi des mesures mentionnées dans la question n° 1?

Outre la collaboration prévue avec le Ministère du commerce extérieur en ce qui concerne la politique de protection de la production nationale, le Ministère de l'agriculture et du développement rural est tenu, en vertu du paragraphe 7 de l'article 3 du Décret n° 2478 de 1999, d'*"harmoniser la politique sectorielle avec les directives macro-économiques, de concert avec le Ministère des finances et du crédit public, le Ministère du développement économique, le Ministère du commerce extérieur, le Département national de la planification et le Conseil de direction de la Banque de la République"*.

Outre les travaux conjoints requis pour évaluer et élaborer la politique, des comités ont été établis pour assurer le suivi de la production, de la commercialisation et des importations dans les

¹ Le Décret n° 2478 de 1999, "portant la modification de la structure du Ministère de l'agriculture et du développement rural et énonçant d'autres dispositions", a abrogé le Décret n° 1279 de 1994 tout en conservant les fonctions que ce dernier conférait au Ministère de l'agriculture et du développement rural.

² Loi n° 489 de 1999, "énonçant des règles concernant l'organisation et le fonctionnement des entités nationales, les dispositions, principes et règles générales pour l'exercice des pouvoirs prévus aux paragraphes 15 et 16 de l'article 189 de la Constitution politique, ainsi que d'autres dispositions".

diverses filières de production. Du côté du gouvernement, ces comités se composent de représentants des Ministères de l'agriculture et du développement rural, du Ministère des finances et du crédit public, du Ministère du développement économique et du commerce extérieur, ainsi que du Département national de planification. Du côté du secteur privé, ils se composent des représentants des producteurs et des transformateurs de produits agricoles.

Sur le plan opérationnel, la Direction générale du Ministère du commerce extérieur assume les fonctions qui incombait à l'Institut colombien du commerce extérieur (INCOMEX) jusqu'en mars dernier, afin de veiller au respect des prescriptions en matière d'importation au moment de l'enregistrement des importations et de vérifier que chaque demande indique l'absorption de la production nationale, conformément aux règles juridiques en la matière.

d) Quel est l'organe du gouvernement qui définit les critères appliqués dans le cadre de la politique agricole?

L'élaboration des critères de la politique agricole colombienne incombe au Ministère de l'agriculture et du développement rural, conformément à l'article 2 du Décret n° 2478 de 1999, qui dispose ce qui suit:

"ARTICLE 2. Objet. Le Ministère de l'agriculture et du développement rural a pour objectif principal d'élaborer, de coordonner et d'adopter les politiques, plans, programmes et projets du secteur agricole, de la pêche et du développement rural."

e) Comment cette politique est-elle élaborée?

Aux fins de l'élaboration de la politique agricole, le Ministère de l'agriculture et du développement rural se conforme aux dispositions de la loi sur le plan de développement, qui est promulguée à chaque changement de gouvernement, en application des dispositions de la Constitution politique. En outre, lorsque la situation l'exige, des analyses gouvernementales sont réalisées sous les auspices du Conseil national de la politique économique et sociale (CONPES) et du Conseil supérieur du commerce extérieur (CSCE), deux organismes collégiaux présidés par le Président de la République et composés des ministres et directeurs administratifs du domaine économique.

Les décisions prises sont mises en œuvre dans le cadre de l'exercice des fonctions réglementaire et exécutive. La fonction réglementaire consiste à publier des lois, décrets et résolutions des pouvoirs législatif et exécutif tandis que la fonction exécutive consiste à élaborer des plans, projets et programmes auxquels sont affectées des ressources et dont la mise en œuvre incombe aux entités compétentes, en collaboration avec d'autres entités gouvernementales et privées.

f) Quels autres groupes participent à l'élaboration de cette politique (entreprises agricoles locales par exemple)?

Conformément aux dispositions des articles 1 et 2 de la Constitution politique, qui instituent la Colombie en tant que "*République (...) démocratique, participative et pluraliste*" et en vertu desquels l'État est chargé "*(...) d'encourager la participation de tous aux décisions qui les affectent et à la vie économique (...)*", l'élaboration et la mise en œuvre de la politique agricole reposent sur les contributions de tous les acteurs qui prennent part à la production et au commerce, qui forment les diverses filières de production et qui sont représentés dans le cadre d'associations nationales ou régionales. À cet effet, il existe diverses instances de concertation entre le secteur public et le secteur privé, qui prennent la forme de comités et conseils institués formellement et, lorsque la situation l'exige, des organes de concertation *ad hoc* sont créés, auxquels participent les représentants des secteurs public et privé, dont la présence est nécessaire pour parvenir à un consensus valable.

4. L'élimination de ces mesures serait-elle compatible avec la Constitution de la Colombie? Si tel n'est pas le cas, comment les partenaires commerciaux de la Colombie peuvent-ils être sûrs qu'il sera mis un terme à la période de transition?

L'absorption de la production nationale en tant que condition à respecter pour accéder aux importations ne constitue pas un objectif en soi mais une mesure juridique permettant de mettre en œuvre les dispositions des articles 64 et 65 de la Constitution politique. Lorsque les conditions du marché interne garantiront la commercialisation des produits agricoles et que ceux-ci soutiendront la concurrence dans des conditions d'égalité avec les produits importés, la prescription juridique sera remplacée par le marché.

Raisons de la demande de prorogation

5. Dans la demande de prorogation adressée au Conseil du commerce des marchandises le 1^{er} décembre 1999, la Colombie affirme qu'elle rencontre des difficultés particulières pour éliminer la mesure en question, en raison de différents facteurs. Elle mentionne en particulier les faiblesses structurelles du système de commercialisation intérieur, en précisant que ce problème est imputable au "fort degré d'intervention de l'État pendant la période antérieure".

a) Quels éléments empiriques peuvent être fournis pour montrer que le programme contribue à la résolution des problèmes structurels décrits dans la demande de prorogation et qu'il ne sera pas remédié à ces problèmes avant le 31 décembre 2006?

La mise en place de conditions modernes sur le marché est un processus culturel qui prend du temps. La politique d'absorption a favorisé la compréhension et l'échange d'informations entre producteurs et acheteurs, lesquels ont élaboré des mécanismes leur permettant de s'entendre sur le prix de vente des matières premières agricoles, ce qui a permis d'écouler la production dans de bonnes conditions. Néanmoins, les secteurs public et privé doivent poursuivre leurs efforts afin de développer et de renforcer les relations commerciales modernes dans les filières de production rencontrant des difficultés structurelles.

Dans certaines filières de production, la politique d'absorption a incité l'agro-industrie à s'approvisionner en matières premières d'origine nationale en recourant aux instruments de politique sectorielle et en effectuant des investissements.

Un des exemples les plus frappants est celui de la filière maïs jaune - sorgho, manioc - aviculture - élevage de porcs. Dans cette filière, le recours à la concertation et la compétitivité permettent d'espérer qu'à la fin de l'an 2002, grâce à un programme de production et une assistance technologique, la production nationale remplacera 40 pour cent des importations actuelles de maïs jaune et atteindra 440 000 tonnes de manioc sec, dans des conditions de concurrence, afin de satisfaire en partie la demande de matières premières pour la fabrication d'aliments pour animaux.

L'industrie de la mouture humide du maïs élabore actuellement un projet d'agriculture par contrat sur 3 000 hectares pour produire du maïs jaune dans la vallée du Cauca, afin de satisfaire, grâce à cette production nationale, 50 pour cent de ses besoins dans un délai de trois ans.

Les producteurs et transformateurs de palmiers à huile ont forgé des alliances entre eux et avec les petits producteurs dans le but de renforcer les pôles de production dans le pays et les exportations d'huile et de ses dérivés.

Les éleveurs et l'industrie laitière élaborent un accord sectoriel de compétitivité visant à améliorer la qualité du produit, à augmenter la production nationale de lait de 8 pour cent par an, à

faire passer la consommation par habitant de 137 à 170 litres par an et à exporter au moins 10 000 tonnes de lait en poudre par an.

D'autres filières de production comme celles du riz, des haricots, du tabac et du sucre de canne en pains étudient actuellement les mesures à prendre et les engagements nécessaires pour améliorer leur compétitivité, garantir leur marché et augmenter leur production.

De cette manière, la politique d'absorption accroît l'efficacité des groupements de producteurs, encourage l'interaction directe de ces derniers avec les acheteurs, stimule la coopération avec les organisations de base et favorise l'introduction de nouvelles formes de contrat social et d'organisation micro-économique, dans une économie de plus en plus internationalisée.

Étant donné qu'il s'agit d'un processus social qui exige des engagements de la part des agents des filières de production et du gouvernement ainsi que le suivi des résultats par le gouvernement, l'objectif étant de créer les conditions nécessaires pour atteindre les objectifs fixés, l'élaboration et la mise en place de la stratégie en matière de compétitivité n'est que le début du processus. À ce stade, rares sont les filières de production dans lesquelles cette stratégie a été menée à bien, et il reste beaucoup à faire.

Ce retard peut s'expliquer en grande partie par le scepticisme légitime des agriculteurs et de l'agro-industrie quant à la possibilité de créer de nouvelles conditions sur le marché et de rétablir la stabilité politique pour pouvoir mettre en œuvre les programmes proposés. De surcroît, il témoigne des difficultés d'ordre social qui surgissent quand il s'agit d'adapter la production nationale au nouveau schéma économique.

b) Quelles modifications ont été apportées en vue de réduire le degré d'intervention du gouvernement et d'accroître la compétitivité?

La politique économique et sociale est le principal outil dont dispose la Colombie pour réduire l'intervention des pouvoirs publics et accroître la compétitivité.

Dans le cas de l'agriculture, la politique sectorielle vise à intégrer le secteur rural dans des schémas de modernisation et de concurrence permettant d'augmenter la production afin d'approvisionner le marché interne et d'accroître les disponibilités exportables par des hausses réelles de la productivité qui génèrent des emplois et améliorent les revenus et les conditions de vie de la population rurale.

Cette politique, dans laquelle l'État est considéré comme facilitant l'activité privée, est fondée sur des instruments, conformes aux engagements internationaux souscrits par le pays, qui sont utilisés pour appuyer le développement dans des conditions de concurrence, compte tenu du concept des filières de production, et dans le but de renforcer les conglomerats géographiques et de spécialiser les régions.

La notion de filières de production suppose que les agents économiques, en particulier les agents privés, participent à tous les stades de l'activité productive et déploient les efforts nécessaires pour renforcer les maillons faibles de la chaîne, qui risquent de compromettre le résultat final.

La politique agricole se compose de quatre éléments fondamentaux: 1) l'investissement, la capitalisation et le financement; 2) le développement technologique; 3) la commercialisation pour la compétitivité; et 4) le développement rural. Ces éléments ont été intégrés au Programme de revitalisation de l'agriculture et de l'élevage (PROAGRO), dont l'objectif est d'augmenter la production et d'améliorer la compétitivité d'une série de produits et de secteurs de production

agricoles susceptibles de conquérir de nouveaux marchés, internes ou externes, et qui ont une incidence significative sur les activités agricoles et le niveau de vie des populations rurales.

Non seulement le PROAGRO intègre les divers instruments de la politique agricole, mais aussi il fait office de vecteur grâce auquel les objectifs de cette politique deviennent réalité par l'action commune des différents agents des filières de production et des instances locales, départementales et nationales:

1. **Concertation avec le secteur privé:** Le PROAGRO est mis en œuvre grâce à une concertation et coordination étroites entre les secteurs public et privé, par le biais des Accords sectoriels de compétitivité des diverses filières de production.
2. **Régionalisation:** Le PROAGRO est mis en place de façon décentralisée, dans les régions les plus avantagées pour la production d'un produit donné visé par le programme. À cet effet, des conseils régionaux ont été établis pour les accords de compétitivité dans lesquels les opérateurs des différentes filières conviennent des mesures à prendre pour augmenter la production, améliorer la compétitivité et favoriser la spécialisation de la production régionale.
3. **Modernisation:** Le PROAGRO encourage les activités et les actions destinées à moderniser la production et la commercialisation des diverses filières, ainsi que l'innovation technologique.
4. **Respect des engagements:** Le succès de PROAGRO dépend du sérieux avec lequel les divers opérateurs des filières de production, ainsi que les représentants des associations professionnelles et de l'État assument leurs responsabilités. C'est la raison pour laquelle tous les agents des filières de production, y compris le gouvernement national, contractent des engagements dans le cadre des Conseils nationaux et régionaux des accords sectoriels de compétitivité.

c) **Qu'entendez-vous par l'expression "une situation macro-économique peu favorable"?**

Une situation macro-économique peu favorable à laquelle la Colombie fait référence dans la demande de prorogation qu'elle a présentée le 1^{er} décembre dernier (document G/C/W/169) tient à la réévaluation réelle de la monnaie nationale par rapport au dollar, à laquelle s'ajoutent des taux d'intérêt très supérieurs sur le marché intérieur à ceux du marché international et un taux d'inflation élevé. Ainsi, l'effet de la réduction des droits en faveur des produits importés s'est aggravé avec la réévaluation du peso, la forte inflation et le coût intérieur élevé de l'argent.

6. **Quelles mesures le secteur concerné et le gouvernement colombien ont-ils engagées pour assurer la transition vers un système ne s'appuyant pas sur les MIC?**

a) **Quelles ont été les mesures de libéralisation menées à bien ou non?**

La politique commerciale mise en œuvre dans le secteur agricole colombien depuis 1991 est une politique ouverte visant à intégrer la production nationale et à faire en sorte qu'elle entre en concurrence avec la production étrangère dans des conditions d'égalité, sur les marchés local et international.

À cet égard, les droits de douane *ad valorem* de base frappant les importations de produits agricoles, qui atteignaient de 45 à 65 pour cent, ont été ramenés à 20 pour cent au maximum; le régime de licences préalables à l'importation et le monopole des importations dont jouissait l'IDEMA ont été remplacés par un régime de libre importation; les prix de soutien, calculés à partir d'estimations des coûts de production internes et auxquels l'IDEMA achetait la production locale, ont été remplacés par des prix minimaux garantis calculés sur la base des cours internationaux, et, dans la

mesure où l'IDEMA a été liquidée, ils servent seulement de référence pour le prix auquel les biens sont importés sur le marché local.

Les changements intervenus dans la politique agricole ont mis en exergue les difficultés de commercialisation de la production nationale. Afin de surmonter ces obstacles, le gouvernement national, dans le cadre de la politique agricole, a élaboré une stratégie de concertation pertinente visant à établir des relations commerciales directes entre les producteurs agricoles et les entreprises agro-industrielles de transformation, initialement dans le cadre des comités de suivi de la production, des importations et de la commercialisation des produits agricoles et, une fois lancée la stratégie de productivité et de compétitivité, dans le cadre des accords sectoriels de compétitivité de chacune des filières de production.

Des accords sectoriels de compétitivité ont ainsi été conclus dans les filières suivantes, entre autres: maïs jaune - sorgho - manioc - aviculture - élevage de porcs, de produits laitiers, de graines oléagineuses, riz, coton - textiles - articles de confection; celles-ci font l'objet de mesures destinées à consolider la production nationale face à la concurrence internationale pour atteindre des objectifs tels que ceux qui sont mentionnés dans la réponse à la question 5 a).

b) Le gouvernement colombien a-t-il eu des discussions avec le secteur privé et les organisations syndicales à l'achèvement du Cycle d'Uruguay, et même bien avant, afin de les informer que ces politiques seraient éliminées en l'an 2000?

La société colombienne a été informée en temps utile du caractère transitoire des mesures d'investissement liées au commerce. En effet, conformément au droit à l'information et au devoir de faciliter la participation de tous aux décisions qui les affectent et à la vie économique, principes consacrés par la Constitution politique, le gouvernement colombien a tenu la société pleinement informée du déroulement du Cycle d'Uruguay, des positions et des engagements que le pays prendrait dans ce cadre ainsi que des objectifs visés par chacun des accords qui seraient annexés à l'Acte final.

c) Quel type de processus de consultation nationale a été mis en œuvre au sujet des MIC ces cinq dernières années?

Au cours des cinq dernières années, des contacts permanents ont été maintenus entre les entités gouvernementales concernées par les MIC et entre ces entités et les représentants des producteurs agricoles et des agro-industriels dans le cadre des forums de concertation entre le secteur public et le secteur privé mentionnés dans la réponse à la question 3 f).

Au niveau gouvernemental, les Ministères de l'agriculture et du développement rural, du commerce extérieur, des finances et du crédit public, ainsi que le Département national de la planification ont évalué périodiquement la mise en œuvre de la politique d'absorption et le Conseil supérieur du commerce s'est également occupé de la question, soit sous couvert d'initiatives de ses membres, soit après que le secteur privé eut présenté des propositions au gouvernement. Le déroulement de ces évaluations a été communiqué en temps utile au secteur privé. De même, celui-ci a été enjoint de procéder à des évaluations sur cette question au sein de ses propres instances et de présenter ses propositions au gouvernement.

d) Quelles autres mesures administratives et législatives les pouvoirs publics ont-ils étudiées avec le secteur concerné et les organisations syndicales?

Comme il a été indiqué dans la réponse à la question précédente, un processus de contact permanent a été maintenu ces cinq dernières années entre le secteur public et le secteur privé, dans le cadre d'instances de concertation créées spécialement dans le but d'examiner la mise en œuvre de la politique d'absorption.

Le cadre formel existant pour examiner cette politique avec le secteur privé est constitué par les comités de suivi de la production nationale, des importations et de la commercialisation de chacune des filières de production; y participent les représentants des entités gouvernementales compétentes et ceux des agriculteurs et des agro-industriels.

Outre ce qui précède, les renseignements concernant l'attribution des importations des produits agricoles assujettis à la politique d'absorption sont à la disposition du grand public et peuvent être demandés au Ministère du commerce extérieur qui, ainsi qu'il a été indiqué, assume désormais les fonctions de vérification et de suivi des prescriptions en matière d'importations.

e) Le gouvernement colombien a-t-il présenté au cours des cinq dernières années des projets de texte législatifs ou administratifs en vue du retrait des MIC dans le secteur agricole?

Ces cinq dernières années, les conditions de production et de commercialisation des produits agricoles assujettis à la politique d'absorption n'ont pas permis d'envisager la suppression de cette politique. En effet, une telle mesure aurait nui au secteur en raison des ressources productives utilisées dans ces activités, essentiellement la main-d'œuvre employée dans l'agriculture.

f) Quels sont les projets du gouvernement dans la perspective de l'élimination de ces MIC au cas où le Conseil refuserait de proroger la période de transition?

Aucun plan n'est actuellement prévu, étant donné que l'on attend l'approbation de la prorogation demandée, sur la base de l'évaluation de la situation actuelle de l'agriculture colombienne devant être effectuée par le Conseil du commerce des marchandises. Comme il est indiqué dans le document présenté par la Colombie le 1^{er} décembre 1999, ainsi que dans le présent document, la consolidation des relations commerciales modernes durables entre les producteurs agricoles et l'agro-industrie demande du temps puisqu'il s'agit d'un processus économique qui supposait une réforme de la culture des échanges.

g) Quel serait le processus suivi pour modifier les prescriptions relatives à la teneur en éléments d'origine nationale (modifications administratives et législatives)?

Les prescriptions relatives à la teneur en éléments d'origine nationale seront modifiées ou éliminées une fois achevée l'évaluation des diverses filières de production et de leurs composantes et une fois mises en œuvre les stratégies destinées à les rendre compétitives et viables d'un point de vue économique. La prescription légale relative à la teneur en éléments d'origine nationale ne sera alors plus nécessaire et pourra être abrogée par un acte administratif de l'exécutif.

À cette fin, il convient de réunir les conditions commerciales propres à garantir l'absorption de la production nationale et de faire en sorte que les filières de production et leurs composantes atteignent des niveaux de productivité et de compétitivité analogues à ceux qui prévalent sur le marché mondial.

h) Dans quels délais ces changements pourraient-ils s'effectuer?

Conformément à ce qui a été indiqué précédemment, les changements requis pour modifier la prescription relative à la teneur en éléments d'origine nationale sont d'ordre économique et social. Les changements économiques supposent d'atteindre des niveaux de productivité et de compétitivité conformes à ceux du marché mondial. Les changements sociaux supposent quant à eux de consolider les relations commerciales modernes qui non seulement institutionnalisent, sur le plan social, l'interaction directe entre les producteurs agricoles et les transformateurs industriels, mais favoriseront

également l'adaptation de la production en fonction de l'évolution de la situation; ainsi, si la reconversion ou l'abandon d'une activité s'avère nécessaire, cela n'entraînera pas de crise sociale.

7. Le Conseil a été invité également à tenir compte du problème de l'élimination des cultures illicites. Veuillez fournir des éléments prouvant que le gouvernement a réussi à réorienter la population qui se consacrait à cette activité vers "des activités d'agriculture ou d'élevages économiquement viables et compétitives".

L'élimination des cultures illicites requiert une action conjointe de la communauté internationale, et la Colombie a joué à cet égard un rôle de premier plan. Dans ce sens, les mesures policières visant à réprimer et à éliminer les cultures illicites sont complétées par la mise en place des conditions nécessaires pour attirer à nouveau l'investissement privé dans le secteur agricole et renforcer les activités à même de concurrence et la production étrangère, de sorte que ces activités constituent de nouvelles sources, plus sûres, d'emplois et de revenu légal pouvant attirer la main-d'œuvre employée dans des activités de culture illicites.

Ainsi, avec le renforcement de filières de production maïs jaune - sorgho - manioc - aviculture - élevage de porc, produits laitiers, palmiers à huile, et les progrès concernant d'autres filières, les conditions économiques nécessaires à l'élimination des cultures illicites sont réunies.

8. Le gouvernement colombien a-t-il envisagé d'autres solutions que les MIC pour répondre à certaines de ces préoccupations en assurant l'élimination du régime concernant les MIC tel qu'il existe à l'heure actuelle. Par exemple, a-t-il étudié la possibilité d'établir des programmes axés sur la reconversion des travailleurs agricoles dans d'autres secteurs de l'économie?

Selon le gouvernement colombien, il est manifeste que la politique d'absorption revêt un caractère transitoire et, en ce sens, elle fait partie des éléments de la politique agricole qui permettent au secteur de s'adapter aux conditions de concurrence internationale dans le cadre d'une économie ouverte et de plus en plus internationalisée. C'est pourquoi, la réaffectation des ressources productives, principalement de l'emploi à d'autres activités productives, est une conséquence économique inéluctable.

Toutefois, les autres secteurs de l'économie ne seraient pas en mesure d'absorber la main-d'œuvre qui se verrait déplacer du secteur agricole en cas de suppression immédiate de la MIC agricole, de sorte qu'un tel événement exacerberait les conflits sociaux et aurait aussi des répercussions négatives sur les secteurs dont la production compétitive est viable, de même que sur la demande globale.

Le choix du gouvernement consiste, d'une part, à reconvertir les activités agricoles qui présentent une faible capacité d'adaptation à la concurrence externe et, d'autre part, à créer les conditions nécessaires pour que des investissements soient de nouveau réalisés dans les campagnes et à renforcer la production de marchandises manifestement à même de concurrencer les importations.

9. La Colombie a-t-elle analysé les effets de ces restrictions à l'importation sur l'économie et l'emploi, en particulier dans l'industrie agroalimentaire et les secteurs à valeur ajoutée?

Une des conséquences de l'ouverture économique a été le passage de la production agricole reposant principalement sur les produits primaires à la transformation agro-industrielle et au développement de certains secteurs agricoles à haute valeur ajoutée.

Comme il a été indiqué dans le document G/C/W/169 du 1^{er} décembre, depuis le début de l'ouverture économique, la stagnation de la valeur de la production agricole est manifeste et sa

contribution au PIB diminue tandis que la production agro-industrielle a conservé un rythme de croissance semblable à celui de l'économie. Actuellement, l'agro-industrie représente 53 pour cent de l'industrie manufacturière et 10 pour cent du PIB total.

Le dynamisme de l'agro-industrie en fait un secteur-clé de la production primaire pour autant qu'elle puisse s'adapter aux conditions de prix et de qualité qui prévalent sur le marché international, étant donné que ces conditions sont également nécessaires pour parvenir à des niveaux de compétitivité supérieurs dans le domaine de la production industrielle.

De fait, d'après l'expérience internationale, les économies dotées d'une agro-industrie compétitive disposent d'un approvisionnement stable en matières premières provenant de sources proches. En conséquence, des efforts sont faits pour réduire au minimum les frais de transport des matières premières, de même que les effets préjudiciables des fortes fluctuations de l'offre et des prix internationaux de ces matières premières sur la production, les coûts et la compétitivité des produits transformés.

C'est pourquoi la politique agricole de la Colombie vise à un juste équilibre entre l'ouverture et l'internationalisation de l'économie, d'une part, et la nécessité d'une protection transitoire de la production locale, d'autre part, afin de permettre à cette dernière de s'adapter aux conditions d'un marché mondialisé, lequel la concurrence intéresse les produits à valeur ajoutée croissante dont l'objet est de satisfaire la demande des marchés locaux et régionaux.

10. La Colombie a-t-elle envisagé l'adoption de mesures ayant moins d'effets de distorsion des échanges pour réaliser ses objectifs de développement économique dans les zones rurales, comme l'amélioration des services de vulgarisation et des infrastructures?

Bien que l'absorption de la production nationale, comme condition d'accès aux importations de produits agricoles, soit un élément indispensable de la stratégie de commercialisation et bien qu'elle fasse partie intégrante de la politique agricole, elle n'en constitue qu'un élément.

Comme il a été indiqué dans la réponse à la question 5 b), la politique agricole se compose de quatre éléments fondamentaux: 1) l'investissement, la capitalisation et le financement; 2) le développement technologique; 3) la commercialisation aux fins de la compétitivité; et 4) le développement rural.

Dans le domaine scientifique et technologique, l'objectif est de renforcer le fonctionnement en ce qui concerne la création, le transfert, l'assistance technique, l'adoption de technologies, pour faire en sorte que le développement technologique ait une incidence sur la productivité des secteurs. Cette politique est mise en œuvre par le biais de modèles participatifs dans les domaines du conseil, de l'information, du financement de projets et de la formation de ressources humaines, au sein de forums régionaux et nationaux, tandis que le financement repose sur un modèle d'évaluation de la pertinence de la qualité général et transparent.

S'agissant des infrastructures matérielles, la politique du gouvernement vise à créer les conditions nécessaires pour accroître la productivité et l'efficacité en stimulant l'investissement dans les domaines de l'irrigation et du drainage, sous couvert de projets d'adaptation de petite et de grande échelle et grâce à la participation et à l'engagement permanent des utilisateurs en ce qui concerne l'identification, la conception, la mise en œuvre et l'administration des projets.

Statistiques

11. Il est indiqué dans la communication du 1^{er} décembre que les superficies cultivées ont diminué de 782 000 hectares.

a) Quelle était la superficie totale des terres cultivées en 1990?

L'annexe 1 indique qu'en 1990 la superficie totale cultivée s'élevait à 6 116 355 hectares et, si l'on exclut la culture du café, à 5 095 055. Pour 1997, le total a été ramené à 4 901 528 et à 4 032 328, respectivement, soit une réduction globale de 1 214 827 hectares, correspondant au résultat net de la production obtenue sur les 1 269 367 hectares destinés aux cultures saisonnières, une réduction de 152 100 hectares destinés à la culture du café et à un accroissement de 206 640 hectares pour les cultures permanentes.

Elle indique en outre que les cultures saisonnières ont été les plus touchées par la réforme de la politique commerciale, en ce sens que la superficie qui leur était destinée a été ramenée à un taux annuel moyen de 5,5 pour cent tandis que celle destinée à la culture du café a baissé de 3 pour cent et que celle utilisée pour les cultures permanentes a augmenté à un taux moyen annuel de plus de 2 pour cent.

En conséquence, la part des cultures saisonnières dans l'agriculture colombienne a été ramenée de 10 points de pourcentage entre 1990 et 1997.

b) Quelles sont les causes de cette diminution?

La baisse de la superficie cultivée entre 1990 et 1997 a suivi de l'évolution des prix relatifs, qui a été défavorable aux produits nationaux, ce qui s'est traduit par des prix intérieurs fondés sur les prix internationaux et donc sensiblement inférieurs aux prix en vigueur avant l'ouverture commerciale. Cette situation a réduit la rentabilité des activités agricoles et, partant, entraîné une baisse de l'investissement dans ces activités. Les répercussions ont été très importantes sur les cultures saisonnières puisque, en raison de leur cycle court (quatre à six mois), la réaffectation de l'investissement et de la zone destinée à ces cultures a lieu en fin de cycle, une procédure impossible dans le cas des cultures permanentes dont le cycle est généralement supérieur à dix ans.

De fait, la réduction des droits de douane et la levée des obstacles non tarifaires mis en place au début des années 90 ont altéré les prix relatifs des produits agricoles, favorisant ainsi l'achat de produits importés, dont le prix international est affecté par l'existence de subventions au détriment de l'achat de produits d'origine nationale désormais privés de l'aide que constituait auparavant la protection en vigueur à la frontière.

L'effet susmentionné a été multiplié étant donné que l'ouverture commerciale a coïncidé avec la baisse des prix internationaux des principales matières premières, en 1991 et 1992, et avec la réévaluation du peso colombien par rapport au dollar, et en raison d'autres conditions macro-économiques peu favorables, comme il est indiqué dans la réponse à la question 5 c).

En conséquence, l'accroissement de la demande de matières premières agricoles de la part de l'agro-industrie en vue de satisfaire la demande interne et la demande d'exportation des produits transformés a entraîné une augmentation sensible des importations de ces produits et le déplacement de leur culture.

12. Quels sont, par produit, les pays d'origine des importations répertoriées dans le tableau de l'addendum à votre notification? Veuillez aussi fournir les renseignements correspondants

(produits, quantités et destinations) pour ce qui concerne les exportations de produits agricoles de Colombie.

Les annexes 2 et 3 présentent l'origine et la destination des importations et des exportations, respectivement, des produits agricoles assujettis à la politique d'absorption de la production nationale.

Autres MIC

13. Quelle est la situation de la MIC notifiée par le gouvernement colombien dans le secteur automobile?

La mesure notifiée par le gouvernement colombien dans le document G/TRIMS/N/1/COL/1 fait l'objet d'une dérogation et, partant, son application est suspendue.

ANNEXE 1

COLOMBIE: VARIATION DE LA SUPERFICIE CULTIVÉE (1990-1997)

Année	Superficie cultivée (ha)					Part/Total (%)			Sup./Tot. sans le café (%)	
	Cultures saisonnières	Cultures permanentes	Café	Total	Sans le café	Cultures saisonnières	Cultures permanentes	Café	Cultures saisonnières	Cultures permanentes
1990	3 853 530	1 241 525	1 021 300	6 116 355	5 095 055	63,0	20,3	16,7	75,6	24,4
1991	3 608 490	1 253 572	1 013 000	5 875 062	4 862 062	61,4	21,3	17,2	74,2	25,8
1992	3 185 506	1 329 394	991 000	5 505 900	4 514 900	57,9	24,1	18,0	70,6	29,4
1993	3 122 745	1 411 013	968 100	5 501 858	4 533 758	56,8	25,6	17,6	68,9	31,1
1994	3 177 424	1 404 274	939 500	5 521 198	4 581 698	57,5	25,4	17,0	69,4	30,6
1995	2 966 427	1 433 279	899 200	5 298 906	4 399 706	56,0	27,0	17,0	67,4	32,6
1996	2 687 182	1 472 410	883 500	5 043 092	4 159 592	53,3	29,2	17,5	64,6	35,4
1997	2 584 163	1 448 165	869 200	4 901 528	4 032 328	52,7	29,5	17,7	64,1	35,9

Année	Variation annuelle absolue (ha)					Variation annuelle en pourcentage				
	Cultures saisonnières	Cultures permanentes	Café	Total	Sans le café	Cultures saisonnières	Cultures permanentes	Café	Total	Sans le café
1991	-245 040	12 047	-8 300	-241 293	-232 993	-6,4	1,0	-0,8	-3,9	-4,6
1992	-422 984	75 822	-22 000	-369 162	-347 162	-11,7	6,0	-2,2	-6,3	-7,1
1993	-62 761	81 619	-22 900	-4 042	18 858	-2,0	6,1	-2,3	-0,1	0,4
1994	54 679	-6 739	-28 600	19 340	47 940	1,8	-0,5	-3,0	0,4	1,1
1995	-210 997	29 005	-40 300	-222 292	-181 992	-6,6	2,1	-4,3	-4,0	-4,0
1996	-279 245	39 131	-15 700	-255 814	-240 114	-9,4	2,7	-1,7	-4,8	-5,5
1997	-103 019	-24 245	-14 300	-141 564	-127 264	-3,8	-1,6	-1,6	-2,8	-3,1

Période	Variation absolue 1995-1996/1990-1991 (ha)					Variation annuelle moyenne (%)				
	Cultures saisonnières	Cultures permanentes	Café	Total	Sans le café	Cultures saisonnières	Cultures permanentes	Café	Total	Sans le café
95-90	-887 103	191 754	-122 100	-817 449	-695 349	-5,1	2,9	-2,5	-2,8	-2,9
96-90	-1 166 348	230 885	-137 800	-1 073 263	-935 463	-5,8	2,9	-2,4	-3,2	-3,3
97-90	-1 269 367	206 640	-152 100	-1 214 827	-1 062 727	-5,5	2,2	-2,3	-3,1	-3,3
95-91	-642 063	179 707	-113 800	-576 156	-462 356	-4,8	3,4	-2,9	-2,5	-2,5
96-91	-921 308	218 838	-129 500	-831 970	-702 470	-5,7	3,3	-2,7	-3,0	-3,1
97-91	-1 024 327	194 593	-143 800	-973 534	-829 734	-5,4	2,4	-2,5	-3,0	-3,1

ANNEXE 2

ORIGINE DES IMPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES VISÉS PAR LA POLITIQUE D'ABSORPTION

VOLUME IMPORTÉ (tonnes métriques)

PAYS	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Total 0207	2 020	7 471	10 792	9 964	10 983	13 777	12 099	6 046
Viandes de volailles								
États-Unis	1 780	5 050	6 095	2 958	4 257	2 801	2 868	4 138
République bolivarienne du Venezuela	72	1 861	4 404	6 305	5 231	10 737	8 461	1 056
Équateur	6	232	45			91	608	753
Brésil				0		44	34	97
Canada						21	13	2
Pérou								1
Chili			157	659	1 494	84	94	0
Costa Rica	135	44		0			0	0
Panama	27	169				0		0
Allemagne						0		
Antilles néerlandaises				1				
Colombie (zone franche)			0,03					
Danemark		2						
Espagne			91	0				
France					0		1	
Hongrie							1	
Italie		14						
Pays indéterminés				40		0		
Royaume-Uni		31						
Saint-Vincent-et-les Grenadines		67						
Zone franche de Bogota							19	
Total 1001	642 616	773 690	854 850	849 457	963 625	983 254	1 013 766	1 110 686
Blé et méteil								
Canada	163 721	426 270	343 225	128 740	141 686	189 205	19 900	632 267
États-Unis	478 896	173 053	386 435	593 709	811 587	764 799	934 454	478 388
Équateur							2	32
Mexique				0		0		0
Arabie saoudite			39 040					
Argentine		174 360	70 050		7 019		28 400	
Australie				45 308	2 742			
Bermudes								
Danemark			0					
France			0	27 490				
Pays-Bas			7 650	43 479	590	20 750		
Italie				0				
Pays indéterminés			8 450	500				
Panama		1		0				
Pérou						8 499	7 500	
Suisse				10 230			23 510	
République bolivarienne du Venezuela		5		0				
Total 1003	72 160	112 377	159 342	193 117	174 532	263 492	205 799	181 027
Orge								
France		52 309	25 200		68 190	22 800	0,1	65 625
Danemark								39 410
Suède								26 250
Australie				31 700		0,02	0,05	24 900
Nouvelle-Zélande								24 835
Canada	46 960	60 068	20 378	26 007	106 309	120 636		7
Équateur					1	1	0	0
Allemagne	25 200		24 800	135 398		120 055	205 799	
Bermudes								

PAYS	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Chili					17			
États-Unis				8	6	0,1		
Mexique						0		
Panama				4	8			
Suisse			38 370					
Uruguay			50 593					
Total 1005 Maïs	8 043	505 621	569 751	1 043 524	1 140 903	1 698 219	1 725 088	2 010 051
États-Unis	1 304	475 229	426 140	911 953	1 021 341	1 511 292	1 526 623	1 339 403
Argentine			83 198	25 003	9 400	54 568	31 729	450 814
Mexique	0,1		0,4	0,5	2	19,2	502,2	129 417
République bolivarienne du Venezuela	236	3 190	686	2 963	56 220	23 023	5 694	67 229
Équateur	5 828	26 756	59 257	42 349	50 915	93 959	144 507	22 511
Brésil	0	0	0	162	22	128	279	385
Canada	675	445	469	1 577	2 981	2 826	1 879	128
Île Montserrat								94
Antigua-et-Barbuda							21	63
Guatemala					0		3	4
Pérou						0	7	3
Thaïlande		0	0	0	1	0	0	0
Espagne								0
Allemagne					0			
Bermudes								
Bolivie						12 210	13 822	
Chili						22		
Chine, Rép. pop. de				9 000				
Costa Rica					0			
Guinée				570				
Honduras						0		
Israël				0				
Nouvelle-Zélande						134		
Panama		1			22	39		
Royaume-Uni				0				
Saint-Vincent-et-les Grenadines		0						
République sud-africaine				49 905				
Tunisie				40				
Zone franche du Pacifique							20	
Total 1006 Riz paddy	366	116 654	100 879	409 604	213 191	231 893	276 650	465 408
États-Unis	173	14 205	17	92 645	30 815	28 289	34 551	303 582
Équateur	192		316	100 880	68 697	187 433	198 565	121 093
République bolivarienne du Venezuela		72 583	100 523	62 456	104 246	15 469	34 722	37 961
Bolivie								1 270
Pérou			22	3 173	399	431	825	791
Guyana							7 396	554
Dominique								63
Brésil				27	6	27	52	56
Australie								26
Italie							0	5
Panama		1		7 891		91	4	4
Japon				0		2		1
Chine, Rép. pop. de								1
Philippines								0
Danemark				1 930				0
Mexique								0
Argentine							0	
Botswana						150		
Colombie (zone franche)				3	65	0	0	
Cuba					0,3			

PAYS	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Espagne					189			
France		0,1		34 511,5				
Ghana							536	
Pays-Bas				55 500				
Inde (y compris Cachemire, Jammu et Sikkim)			0,01					
Royaume-Uni		2		0	0,13			
Saint-Vincent-et-les Grenadines		38						
Suisse		21 053		21 833				
Thaïlande		8 772				0		
Viet Nam				26 316	8 772			
Pays indéterminés				2 439		1		
Malt, même torréfié	18 115	600		5 467	28 944	33 121	36 226	15 230
République tchèque							200	8 808
France	8 000			1 059	3 004	6 000		3 200
Canada				400	7 974	18 181	23 950	3 015
Royaume-Uni					1 042		45	180
États-Unis	9 615			2 008	14 924		4	24
Chili								4
Allemagne				0	2 000	6 000	6 007	
Australie							0	
Belgique				2 000		2 940	5 993	
Équateur	500	600						
Pays indéterminés							28	
Total 1108	1 782	6 719	5 589	12 078	12 929	11 088	8 090	7 168
Amidons et féculés								
Pays-Bas	0,3		20	142	571	416	1 111	2 786
Brésil		2 762	840	884	5 620	504	380	1 760
Mexique		595	3 168	5 792	4 304	8 036	5 105	1 157
Allemagne		195	163	1	0	3	3	552
Belgique				5			0	403
France	10	236	140	817	59		70	175
Danemark				30	894	252		126
Pays indéterminés								120
Équateur		27	66	109	153	358		51
États-Unis	1 772	796	1 192	2 494	1 027	224	119	36
Pérou				4	0	3	1	1
République bolivarienne du Venezuela		2 048	0		0	1 292	1 282	0
Canada			0					
Colombie (zone franche)							0	
Grèce					0			
Italie			0				20	
Panama		0						
Royaume-Uni		0	0	0	0	0		
Saint-Vincent-et-les Grenadines		0						
Suisse	0,03		0	0		0		
Thaïlande				1 800	300			
Yémen du Nord		60						
Total 1109	1	45	50	145	166	191	356	210
Gluten de froment (blé)								
Pays-Bas			40	140	120	160	298	160
Belgique							8	25
États-Unis	0,3		10	5	1	6	5	21
Royaume-Uni					5	5	5	4
Allemagne							20	
Argentine	1							
Australie					20	20	20	
Brésil					0			
Canada			0					

PAYS	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Pakistan					20			
République bolivarienne du Venezuela		45						
Total 1201 Fèves de soja	69 095	118 251	150 982	158 319	128 847	245 598	214 779	164 491
Bolivie	69 095	81 600	83 055	89 974	104 828	22 974	19 111	79 907
États-Unis		20 151	65 213	58 032	23 105	222 000	148 145	76 908
Argentine								2 625
Brésil							3 947	2 160
Pérou				0,03			21 195	1 575
République bolivarienne du Venezuela			451		35	227	1 187	707
Équateur			2 263	7 380	879	396		609
Espagne		2 000						
Mongolie				718				
Panama				15				
Paraguay				2 200				
Uruguay		14 500					21 195	
Total 1205 Graines de navettes	2		8	7	26	26	37	39
États-Unis	2		2	7	26	26	35	30
Canada			6				2	9
Total 1206 Graine de tournesol	3	5	13	87	48	41	49	96
États-Unis	3	5	13	42	46	40	46	84
Canada							2	12
Israël					0	0	0	0
Bolivie								
Espagne				0	0			
Panama				45	1			
Total 1207 Autres graines oléagineuses	3 163	675	1 910	2 643	753	3 356	2 911	4 350
République bolivarienne du Venezuela	2 827	495	1 366	1 791	369	3 175	1 862	4 082
Mexique				1		18	861	163
Canada	20	44	81	41	99	60	75	53
Guatemala			2	3				18
Hongrie								2
Côte d'Ivoire								2
Costa Rica	1		2	651	0	1	2	1
Bénin					0			1
Brésil					1	0		1
Congo								0
Italie							0	0
Espagne			0	1				0
Papouasie- Nouvelle-Guinée	0		1	3				0
Allemagne			0	1	3	2	3	
Australie				0	0			
Bolivie							0	
Colombie (zone franche)				0				
Équateur	20	75	296		167			
France	1	0	0	1	0	2	3	
Pays-Bas							0	
Israël			0	0				
Japon			12					
Nicaragua				0				
Pays indéterminés				1				
Panama				28	2			
Pérou		20	0					
Royaume-Uni					11		0	
Singapour				6				
Thaïlande			1					

PAYS	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Turquie			0				18	
Zaïre	0							
Total 1208 Farines de graines oléagineuses		32 127	90 864	81 992	74 543	72 117	101 779	84 301
République bolivarienne du Venezuela		15 387	60 018	53 570	60 830	66 711	92 023	75 366
États-Unis		110	0	0		0	1 700	8 682
Bolivie		14 517	23 162	28 320	13 673	5 285	8 020	178
Brésil				16		21	36	42
Turkménistan								33
Italie							0	0
Mexique								0
Anguilla				40				
Chili		769				50		
Pays indéterminés		1 344						
Tunisie				46		35		
Uruguay			7 684					
Viet Nam					40			
Yougoslavie						16		
Total 1502 Graisses de bovins	41 902	40 818	32 738	23 723	16 201	47 081	33 500	57 931
États-Unis	41 902	40 818	32 648	20 124	16 201	47 081	33 500	56 733
Canada								1 198
Colombie (zone franche)				3 599				
France				0				
République bolivarienne du Venezuela			90					
Total 1503 Stéarine solaire	9	11	8	4	10	5		10
États-Unis	9	8	8	4	10	5		10
Espagne		3						
Total 1506 Autres graisses et huiles animales	13 543	13 049	17 999	20 937	16 556	9 343	12 096	3 377
Royaume-Uni			0	0				3 001
République bolivarienne du Venezuela							0	326
États-Unis	13 543	13 048	17 999	20 936	16 554	9 342	7 520	34
Pays-Bas								15
Équateur		1					1	1
Suisse		0		0	0	0		0
Allemagne		0		0	1	1	0	0
Pays indéterminés				0				0
Belgique	0	1						
Canada					1		1	
France				0				
Israël							997	
Italie							3 577	
Japon		0				0	0	
Total 1507 Huile de soja	20 219	38 948	78 256	63 643	92 538	110 048	94 286	138 822
Bolivie	6 391	6 787	1 870	10 186	18 744	25 116	30 468	57 038
Argentine	7 271	29 176	64 364	13 804	3 300	4 900	4 339	46 701
États-Unis	2 517	412	6	7 010	20 882	19 809	17 897	30 485
Brésil	715	35	2 996	279	59	150	166	3 688
Équateur			700	3 178	785	745	966	806
Uruguay	3 325	2 489	7 060	24 835	46 562	49 467	36 165	100
Pérou								3
Canada			177				0	0
Allemagne				2				
Belgique				0				
Îles Caïmans							500	
Chine, Rép. pop. de			1					

PAYS	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Colombie (zone franche)				650		0		
Danemark		0						
Espagne				50			0	
France							21	
Pays-Bas					880	9 800	3 764	
Italie			0					
Jamaïque					1 261			
Pays indéterminés				3 600		1		
Panama		48						
Suisse			1 083					
République bolivarienne du Venezuela				50	65	61	0	
Total 1511	16 392	0	25 963	6 697	797	9 250	121	115
Huile de palme								
Équateur	1 500		11 465	2 765	797	250	114	101
Pérou	6 991					3	7	14
République bolivarienne du Venezuela	204		0		0	0	0	0
Brésil						1		0
Belgique					0			0
Colombie (zone franche)				0				
Espagne							0	
États-Unis	7 387	0		1 449		2 800	0	
Indonésie	311		6 500					
Malaisie (y compris Îles Lebuan)			5 992					
Pays indéterminés							0	
République dominicaine				488				
Singapour			2 006	1 994		6 195		
Total 1512	5 642	5 555	10 864	14 934	22 907	27 119	31 177	32 243
Huile de tournesol								
Argentine	648	5 554	10 800	7 237	1 683	8 909	4 975	22 795
États-Unis	20	0	0	4	6 269	2 671	6 042	7 647
Bolivie			38	18	1 525	328	299	1 801
Espagne							0	0
Équateur								0
Chili	0		0			5		
France				0			20	
Guatemala				0				
Pays-Bas					268	2 400	5 104	
Malaisie (y compris Îles Lebuan)	384							
Mexique			0					
Pays indéterminés				3 100			0	
Pérou		0						
Suisse				1 575				
Uruguay	4 557			3 000	13 088	12 500	14 736	
République bolivarienne du Venezuela	32		26	0	74	305		
Total 1513	4 309	2	4	148	8	62	369	5
Huile de palmiste ou de coco								
États-Unis	4 289	2	1	1	4	61	36	4
Allemagne			0	0		0		1
Argentine					4	0		
Brésil		1	3	1	1	0		
Équateur	20			147		0		
Pays-Bas							300	
Pérou						0		
République bolivarienne du Venezuela			0			0	33	

PAYS	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Total 1514			1		0	0	1	0
Huile de navette								
Royaume-Uni								0
Mexique								0
Autriche			1			0	0	
Colombie (zone franche)					0			
Suède							0	
Total 1515	2 690	1 955	1 728	2 632	1 565	2 368	1 977	1 950
Autres graisses et huiles végétales								
États-Unis	1 217	270	476	589	544	664	510	731
Équateur	530	200	207	349	377	431	488	496
Argentine	430	1 082	795	1 281	370	1 066	702	458
Paraguay	126	146	185	204	238	119	182	136
Royaume-Uni	0	0	13	2	0	5	40	100
Libéria								20
Brésil	1	1	19	0	5	5		4
Allemagne	2	13	3	5	6	5	34	2
France	0	0	0	0	1	0	0	1
République bolivarienne du Venezuela	63	56	30	42	5	50	5	1
Espagne					0	0	0	0
Chili	0	0	0	0			0	0
Japon		0		0	0	0		0
Pérou		0	0				0	0
Suisse	0	0	0	0	0	0	0	0
Canada		0						0
Belgique				0				
Bolivie					0			
Chine, Rép. pop. de				4	6	5		
Colombie (zone franche)				150	0	0	0	
Hong Kong				3	12	16		
Inde (y compris Cachemire, Jammu et Sikkim)						0	0	
Italie	0		0		0			
Mexique				0	1	0	15	
Pays indéterminés			0	0			0	
Panama		11				0		
Porto Rico		162						
République dominicaine						0		
Saint-Vincent-et-les Grenadines		14						
Uruguay	320							
Total 1516	83	160	388	3 662	1 024	771	912	1 385
Graisses et huiles animales ou végétales								
Équateur			317	3 349	743	540	571	859
Pays-Bas	0				40	80	80	132
Brésil			1	218	149	119	100	112
États-Unis	75	75	56	64	65	24	76	95
Singapour							0	76
Chili					1		30	75
République dominicaine								16
Allemagne	9	53	3	7	16	7	2	7
République bolivarienne du Venezuela		8	3	0	0		0	6
Mexique						1	6	4
Hong Kong								2
Italie					0	0	0	0
Pérou					0		46	0
Espagne							0	0
Argentine								0
France					0			0

PAYS	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Barbade			0					
Canada		19	8		8	0		
Colombie (zone franche)					0			
Côte d'Ivoire			0					
Danemark	0				0			
Slovénie			0					
Japon		0	0	0				
Pays indéterminés		4		22				
Royaume-Uni	0	0	0	0	0	0	0	
Suède				1	2			
Suisse		0			0	0	0	
Total 2309	9 971	2 362	8 207	7 146	10 152	12 459	15 427	14 674
Préparations pour animaux								
États-Unis	8 874	390	414	562	1 356	2 989	4 514	4 778
République bolivarienne du Venezuela	42	111	3 197	1 084	1 271	1 195	1 237	2 912
Pérou	455	267	1 192	1 600	1 430	3 660	4 722	2 817
Pays-Bas	8	94	100	317	1 235	1 155	1 507	1 435
Mexique	18			326	206	96	132	934
Espagne	120	156	102	251	335	244	580	790
Équateur	120	760	2 513	1 696	2 531	1 736	834	366
France	56	138	127	92	213	122	134	92
Brésil	15		119	320	62	76	57	89
Canada		52		0	595	150	0	75
Allemagne	26	29	81	83	85	61	71	66
Thaïlande							25	62
Belgique	26	12	2	91	46	11	45	62
Suisse	28	55	94	118	72	27	67	55
Moldova								39
Argentine				8	2			34
Japon	1	0	1	0	16	15	25	20
Italie	20	77	17		0	11		16
Royaume-Uni	6	6	9	26	21	0	2	11
Norvège	46	113	119	56	42	30	30	10
Pays indéterminés		24	61	23	2		1	5
Bulgarie								5
Chili							0	
Costa Rica						1		
Cuba			3					
Danemark	4							
Slovénie			13	2			10	
Honduras							0	
Nouvelle-Calédonie			5					
Panama	21	32	25	34	51	35	2	
Portugal							3	
Porto Rico			2	459	581	843	1 429	
Saint-Vincent-et-les Grenadines		8						
Suède						0		
Trinité-et-Tobago		1						
Îles Vierges		10						
Îles Wake		3						
Yougoslavie	89	24	11					
Total 3823	3 779	2 016	3 086	4 514	4 897	3 920	4 269	4 024
Acides gras monocarboxyliques								
États-Unis	3 569	1 709	2 720	4 189	4 341	3 248	3 952	3 730
Allemagne	82	54	77	113	132	143	156	163
Inde (y compris Cachemire, Jammu et Sikkim)						73	58	69
Indonésie					23	11	12	24

PAYS	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
République bolivarienne du Venezuela	51	71	90	41	0		3	19
Mexique				4	8	5	34	8
Belgique	20	11	25	1	12	5	0	7
Royaume-Uni	1	53	47	40	132	32	3	1
Espagne		0	0			0	1	1
Pérou					141	85	16	1
Suisse					0	0	0	1
Canada				0	0	1	0	0
Italie	0	0		0		0	0	0
France				0			0	0
Argentine	7							0
Australie				32	10			
Barbade			0					
Brésil	48	30	30	31	31	26	0	
Danemark		15				11	0	
Équateur			0			200		
Égypte						8		
Émirats arabes unis							0	
Pays-Bas		64	96	63	67	71	28	
Pays indéterminés				2				
Panama		10				0	3	
Porto Rico							0	
Îles Vierges						1	2	

ANNEXE 3

EXPORTATION DE PRODUITS FAISANT L'OBJET D'UN VISA

NANDINA	Désignation	Pays de destination	Dollar EU f.a.b. 1999	Tonnes/1999
1102200000	Farine de maïs	Belgique	10 824	6,8
1102200000	Farine de maïs	États-Unis	351 743	531,1
1102200000	Farine de maïs	Panama	69 799	109,6
1107200000	Malt torréfié	Équateur	4 684 519	15 381,8
1108120000	Amidon de maïs	Costa Rica	141 403	547,3
1108120000	Amidon de maïs	Équateur	2 016 932	8 010,4
1108120000	Amidon de maïs	El Salvador	5 320	19,0
1108120000	Amidon de maïs	Guatemala	89 680	323,0
1108120000	Amidon de maïs	Hong Kong, Chine	294 025	1 197,0
1108120000	Amidon de maïs	Jamaïque	110 753	444,2
1108120000	Amidon de maïs	Panamá	132 083	507,0
1108120000	Amidon de maïs	République dominicaine	11 710	45,0
1108120000	Amidon de maïs	Fédération de Russie	13 965	57,0
1108120000	Amidon de maïs	Trinité-et-Tobago	93 745	352,0
1108190000	Autres amidons et féculés	Équateur	40 838	47,2
1108190000	Autres amidons et féculés	Espagne	5 170	1,9
1108190000	Autres amidons et féculés	États-Unis	18 383	16,4
1207999000	Autres graines et fruits oléagineux même concassés	Équateur	140 967	0,5
1502009000	Autres graisses des animaux des espèces bovine, ovine ou caprine, à l'exception du 15.03	Espagne	19 170	18,0
1503000000	Stéarine solaire, huile de saindoux, oléostéarine, oléomargarine, huile de suif	République bolivarienne du Venezuela	26 496	15,2
1507100000	Huile de soja brute, même dégommée	Équateur	505 300	1 028,0
1507100000	Huile de soja brute, même dégommée	Zone franche de Cartagène	7 284	9,2
1507900090	Autres huiles de soja et leurs fractions, même raffinées mais non chimiquement modifiées	Zone franche de Cartagène	42 943	47,2
1511100000	Huile de palme brute	Belgique	1 427 015	3 085,9
1511100000	Huile de palme brute	Honduras	1 125 104	2 500,2
1511100000	Huile de palme brute	Italie	29 863	42,4
1511100000	Huile de palme brute	Jamaïque	79 526	209,6
1511100000	Huile de palme brute	Mexique	2 644 773	4 268,5
1511100000	Huile de palme brute	Pays-Bas	7 886 146	18 702,5
1511100000	Huile de palme brute	Royaume-Uni	24 322 495	58 618,1
1511100000	Huile de palme brute	République bolivarienne du Venezuela	417 136	960,2

NANDINA	Désignation	Pays de destination	Dollar EU f.a.b. 1999	Tonnes/1999
1511900000	Autres huiles de palme et leurs fractions, même raffinées mais non chimiquement modifiées	Belgique	667 756	581,7
1511900000	Autres huiles de palme et leurs fractions, même raffinées mais non chimiquement modifiées	États-Unis	138 761	102,5
1511900000	Autres huiles de palme et leurs fractions, même raffinées mais non chimiquement modifiées	Royaume-Uni	130 268	121,2
1511900000	Autres huiles de palme et leurs fractions, même raffinées mais non chimiquement modifiées	République dominicaine	44 421	108,0
1511900000	Autres huiles de palme et leurs fractions, même raffinées mais non chimiquement modifiées	République bolivarienne du Venezuela	709 778	652,6
1512190000	Autres huiles de tournesol et de carthame et leurs fractions	Zone franche de Barranquilla	6 025	4,5
1513211000	Huile de palmiste brute (amande de palmiste)	Belgique	83 966	73,0
1513211000	Huile de palmiste brute (amande de palmiste)	Mexique	3 659 899	5 516,2
1513211000	Huile de palmiste brute (amande de palmiste)	Pays-Bas	331 000	500,0
1513211000	Huile de palmiste brute (amande de palmiste)	Royaume-Uni	4 064 526	6 008,8
1513211000	Huile de palmiste brute (amande de palmiste)	Trinité-et-Tobago	380 000	500,0
1513211000	Huile de palmiste brute (amande de palmiste)	République bolivarienne du Venezuela	269 386	394,3
1515210000	Huile de maïs brute	République bolivarienne du Venezuela	230 892	314,1
1515900000	Autres graisses et huiles végétales, fixes, mais non chimiquement modifiées	République bolivarienne du Venezuela	26 546	26,5
1516200000	Graisses et huiles végétales et leurs fractions, même raffinées, mais non autrement préparées	Argentine	27 490	32,2
1516200000	Graisses et huiles végétales et leurs fractions, même raffinées, mais non autrement préparées	Guatemala	99 420	136,1
1516200000	Graisses et huiles végétales et leurs fractions, même raffinées, mais non autrement préparées	Jamaïque	16 210	17,0
1516200000	Graisses et huiles végétales et leurs fractions, même raffinées, mais non autrement préparées	Mexique	12 294	13,3
1516200000	Graisses et huiles végétales et leurs fractions, même raffinées, mais non autrement préparées	Pérou	37 351	40,0
1516200000	Graisses et huiles végétales et leurs fractions, même raffinées, mais non autrement préparées	République dominicaine	427 102	560,1
1516200000	Graisses et huiles végétales et leurs fractions, même raffinées, mais non autrement préparées	Uruguay	16 394	17,0
1516200000	Graisses et huiles végétales et leurs fractions, même raffinées, mais non autrement préparées	République bolivarienne du Venezuela	5 366 606	6 829,2
2309100000	Aliments pour chiens ou chats, conditionnés pour la vente au détail	Équateur	744 197	978,9

NANDINA	Désignation	Pays de destination	Dollar EU f.a.b. 1999	Tonnes/1999
2309901000	Préparations fourragères, mélassées ou sucrées	Aruba	5 500	20,0
2309902000	Pré-mélanges destinés à l'alimentation des animaux	Argentine	119 080	56,5
2309902000	Pré-mélanges destinés à l'alimentation des animaux	Brésil	391 305	172,8
2309902000	Pré-mélanges destinés à l'alimentation des animaux	Costa Rica	116 432	15,4
2309902000	Pré-mélanges destinés à l'alimentation des animaux	Chili	36 678	13,8
2309902000	Pré-mélanges destinés à l'alimentation des animaux	Équateur	484 842	69,7
2309902000	Pré-mélanges destinés à l'alimentation des animaux	Honduras	5 038	5,6
2309902000	Pré-mélanges destinés à l'alimentation des animaux	Mexique	73 100	10,0
2309902000	Pré-mélanges destinés à l'alimentation des animaux	Panama	70 270	38,2
2309902000	Pré-mélanges destinés à l'alimentation des animaux	Pérou	6 555	1,5
2309902000	Pré-mélanges destinés à l'alimentation des animaux	République bolivarienne du Venezuela	375 120	123,6
2309909000	Autres préparations des types utilisés pour l'alimentation des animaux	Argentine	40 790	9,0
2309909000	Autres préparations des types utilisés pour l'alimentation des animaux	Brésil	102 150	45,0
2309909000	Autres préparations des types utilisés pour l'alimentation des animaux	Équateur	40 174	164,0
2309909000	Autres préparations des types utilisés pour l'alimentation des animaux	République bolivarienne du Venezuela	33 795	63,3